

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Un-regard-latino-america-in-sur-l-apres-11-septembre-2001>

# Un regard latino-américain sur l'après 11 septembre 2001

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : samedi 18 janvier 2003

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Si l'on en croit les médias occidentaux, le monde entier, à l'exception des islamistes, a adopté l'interprétation officielle des événements, soutient la réponse militaire, et accepte la qualification de cette guerre de " Justice immuable ". Or, dès le 12 septembre, alors que les grands médias prenaient un ton d'apocalypse, se découvraient une parenté faisant dire "*nous sommes tous américains*" s'abandonnaient à un pathos qui excluait l'exercice de la raison, l'Amérique Latine faisait entendre une voix dissonante dans ce concert occidental, dissonante par sa rationalité. Cette voix venait troubler le consensus qui en quelques heures avait établi un camp du Bien et du Mal, en replaçant cet événement hors norme et terrible dans la série des événements terribles et hors normes qui ont terrorisé tant de peuples au cours des dernières décennies, elle faisait appel à la mémoire à un moment où l'Occident et ses médias semblaient atteints d'amnésie. La première voix venait du Chili, elle évoquait un certain 11 septembre 1973 où à la même heure, la même terreur avait frappé les habitants de Santiago, aussi innocents que ceux de New York et elle rappelait que cette terreur était co-organisée par le gouvernement des Etats-Unis, en vue de renverser le gouvernement de Salvador Allende. Cette déclaration de [l'Alianza Chilena por un Comercio Justo y Responsable](#), faisait descendre l'événement du registre du mythe vers le registre du politique.

Les Latinoaméricains qui ont, à l'instar d'autres peuples, une longue expérience de la terreur, en particulier la terreur d'Etat, savent qu'elle a une fonction politique quelque soient ses travestissements. Du fait même de leur douloureuse expérience du phénomène, les Latino-américains s'étonnent de l'étonnement des Nord-américains qui se croyaient à l'abri de ces maux, et le [CONICET](#) (CNRS d'Argentine) lance une adresse aux citoyens des Etats Unis "*comment te sens-tu yankee, lorsque l'horreur s'installe chez toi et non dans le living du voisin ?*" les invitant à imaginer la panique, les bâtiments en flammes, les regards des innocents errants couverts de sang et de poussière, dans les rues de Panama de Santiago et de tant d'autres lieux dans le monde frappés par les bombes et envahis par les troupes des Etats-Unis. Mais surtout les Latinoaméricains les invitent à ne pas se contenter d'une version religieuse des causalités et à chercher la cause profonde de ces actes plus loin dans l'histoire des rapports que les Etats-Unis entretiennent avec les pays extérieurs au monde occidental.

Ainsi, hormis le ralliement officiel des gouvernements, l'opinion exprimée par les organisations et personnalités appartenant à l'ensemble du mouvement de résistance au néolibéralisme, a vivement désavoué les attentats non seulement criminels mais totalement néfastes à la progression de la conscience critique qui se trouvait précisément en pleine ascension. Mais en même temps, elle met en doute la version officielle des événements, elle relativise le rôle des courants religieux, elle refuse le chantage de la doctrine " qui n'est pas avec moi est avec mon ennemi " qui méprise la souveraineté des Etats, elle dénonce la réponse guerrière dans laquelle elle voit la continuité de mise en oeuvre d'une entreprise de domination géostratégique, enfin elle met en évidence la banalisation de l'usage instrumental du terrorisme et le possible retournement de cet usage par l'Etat le plus fort.

### La distanciation

Les Latinoaméricains une fois passés les premiers instants de surprise, n'ont pas cru vraiment à la faiblesse du colosse sur laquelle se répandaient les médias. Les questions ont fusé : que s'est il vraiment passé, peut-on croire que l'espace aérien ait été mis hors contrôle de l'Etat pendant plus d'une heure ; ainsi le général d'aviation Oswaldo Dominguez commandant des Forces aériennes de l'Equateur, formé aux Etats-Unis, estimait que la version officielle n'était guère crédible et s'interrogeait sur le rôle des services spéciaux et celui de l'appareil militaire. La désignation rapide des coupables, la découverte de documents en arabe qu'ils auraient abandonnés à l'aéroport ont été reçus avec quelque suspicion. Et l'interrogation "*et si Ben Laden était un bouc émissaire ?*" est revenue souvent. Le 24 septembre [l'Agence ALAI](#) de Quito "*le terrorisme comme bonne affaire*". Il écrit les nord-américains sont actuellement soumis au bombardement d'une campagne anti-terroriste qui a pour effet de distraire l'attention des scandales comme la fuite d'une prison de Floride de Carlos Lehder, l'un des plus importants narco-trafiquants colombiens, ou comme le procès pour escroquerie qui pèse sur des personnages comme Hugh Rotham le frère d'Hillary Clinton, et surtout contribue à réagir au krack économique en cours.

Les commentateurs latinoaméricains se posent la question "*à qui profite le crime*" et ils découvrent que le crime profite essentiellement au gouvernement des Etats-Unis, au président Bush dont la douteuse élection s'est trouvée légitimée en quelques jours, et à qui les éditorialistes ont découvert une stature d'homme d'Etat alors que jusqu'ici, comme Susan Sontag ils ne lui reconnaissaient que de très modestes facultés intellectuelles.

Les premiers commentateurs, comme [l'Alianza Chilena por un Comercio Justo y Responsable](#), l'évêque Federico Pagura de Rosario en Argentine ou [Attac-Argentine](#), tout en dénonçant sans équivoque ces actes terroristes estiment que le sens du choix des cibles, le cour symbolique du capitalisme financier et le cour du militarisme nord-américain, n'échappe pas aux peuples d'Amérique latine qui pâtissent de l'un sous la forme de l'ajustement structurel néo-libéral et de l'autre sous la forme des multiples invasions coups d'Etat ou assassinats politiques qu'il a inspirés.

Ainsi, dès le lendemain des attentats, les Latino-américains qui sont totalement étrangers au monde musulman et plus encore au mouvement islamiste ont analysé ces événements à partir des paramètres qui constituent le cadre de leurs relations avec les Etats-Unis depuis la doctrine de Monroe qui veut que l'Amérique Latine soit l'arrière cour des Etats-Unis. Et, lorsque le président des Etats-Unis a promis une vengeance sanglante, ils se sont rappelés la phrase de Bolivar prononcée en 1829 au début de la campagne militaire contre le Mexique lui arracher le Texas "*Les Etats-Unis semblent destinés par la Providence à couvrir Notre Amérique de malheurs au nom de la liberté*" et ils ont tout de suite imaginé que cette vengeance aurait des retombées sur eux aussi.

### Denonciation de "La Doctrine Bush"

Le président Bush dans sa simplicité de Shérif texan avait d'emblée donné à la vengeance le caractère d'une croisade de l'Occident contre les méchants musulmans. Ses conseillers ayant corrigé son discours et supprimé le terme de croisade, il restait sur le registre de la lutte du bien contre le mal se trouvant à l'aise dans ce combat manichéen qui le dispensait des difficultés d'une réflexion plus complexe, qui de plus aurait pu mettre à jour les sous-bassements d'une politique ambiguë envers les Talibans.

Mieux valait rester dans [le théâtre du Bien et du Mal](#), comme dit Eduardo Galeano pour distraire la galerie. Les commentateurs latino américains ont relevé les diverses menaces contenues dans la doctrine Bush. Frei Betto, le religieux brésilien bien connu pour son engagement aux côtés des dominés, remarquant le goût du président Bush pour les références bibliques lui rappelle que selon la loi du Talion l'agressé devient semblable à l'agresseur. Il écrit : "*qu'est ce qui permet aux Etats-Unis de s'identifier au Bien et d'identifier au Mal ceux qui les critiquent*" et rappelle que les Latino américains si souvent agressés par les Etats-Unis ne peuvent adhérer à cet auto-éloge. Eduardo Galeano dans un texte intitulé [le théâtre du Bien et du Mal](#) indique que le président Bush a aussitôt repris la phrase lourdement menaçante prononcée par Henry Kissinger au lendemain des attentats "*sont aussi coupables que les terroristes ceux qui les appuient et ceux qui leur fournissent une inspiration à travers leurs critiques de l'Occident*". Eduardo Galeano rappelle qu'Henry Kissinger est précisément l'un des inspirateurs du terrorisme en Amérique Latine, comme le prouvent [les archives déclassifiées faisant le jugement qu'il portait sur Salvador Allende](#) "*nous ne pouvons pas admettre qu'un pays devienne marxiste simplement parce que son peuple est irresponsable*" suivi de "*il faut se débarrasser de ce fils de p.*", sentence de mort qui fut exécutée.

### Menace contre la souveraneté

Les Latino américains contestent donc le titre de représentant du Bien dont les Etats-Unis se verraient confirmer l'attribution par les attentats diaboliques du 11 septembre. Mais de façon générale ils refusent de placer le débat sur ce terrain irrationnel ou para-religieux, ils dénoncent dans la doctrine Bush, une violation de la souveraineté des Etats. En effet, la doctrine Bush stipule "*qui n'est pas avec les Etats Unis dans leur combat contre le terrorisme, est contre eux, et en subira les conséquences*". Le journaliste Octavio Rodriguez reprend dans [La Jornada](#) de Mexico,

la déclaration de Colin Powell "ou vous nous aidez ou vous en subirez les conséquences" et celle de Hillary Clinton "ou vous êtes avec nous ou vous êtes contre nous", qui évoque le *big stick* de Theodore Roosevelt grâce auquel il put en 1903 se vanter en disant "I took Panama". Aujourd'hui la négation du droit à la neutralité est une nouvelle atteinte à la souveraineté. C'est pourquoi le [Front zapatiste de Libération Nationale](#) dénonce dans un communiqué du 27 septembre la servilité du gouvernement mexicain obéissant à l'injonction des Etats Unis et exige le respect de la souveraineté nationale en permettant à l'opinion publique de s'exprimer par un vote sur ce blanc seing donné au gouvernement des Etats-Unis.

### Menace contre les libertés

Oswaldo Leon, le directeur de [l'Agence ALAI](#) écrit le 27 septembre dans un texte intitulé "plus de sécurité, moins de liberté": "l'administration Bush tire parti de l'indignation générale pour faire passer des dispositions qui portent atteinte aux libertés et aux droits civils consacrés qui ouvrent la voie à l'utilisation du programme CARNIVORE de contrôle des messageries électroniques, et à la légitimation du fonctionnement du réseau d'espionnage des communications " ECHELON " sous l'autorité de la NSA National Security Agency des Etats-Unis". [L'Agence ALAI](#) fait partie de la [Coordinadora de Movimientos sociales](#) qui réunit un grand nombre d'organisations de résistance aux politiques d'ajustement structurel particulièrement actives en Equateur. Elle sait que cette action pourrait être compromise par les restrictions aux libertés qui découlent des nouvelles directives inspirées par le gouvernement des Etats-Unis.

### La guerre au terrorisme vue par les latino américains

Les Latino américains, qui ont une grande expérience des opérations militaires menées par les Nord américains ([70 interventions en un siècle](#)) ont l'habitude de décoder et d'interpréter les noms donnés à ces opérations, car ces noms malgré leur apparente niaiserie, sont des révélateurs politiques. Ainsi, l'opération lancée en décembre 1989 contre Panama ayant pour but de s'emparer du général Noriega, devenu trop désobéissant, s'appelait JUSTE CAUSE, et les 5000 civils habitants de la ville de Panama tués par les bombes et les mitraillages des avions des Etats-Unis étaient morts sans le savoir pour une Juste Cause.

Aussi, lorsque le président Bush a annoncé le nom donné à la nouvelle guerre "Justice infinie", les Latino américains lui ont-ils trouvé un air familier et inquiétant. Cesar Benjamin, auteur de "l'option brésilienne" a publié le 2 octobre une analyse sous le titre "géopolitique de la vengeance" qui retient dans le discours de Bush trois éléments :

- a) l'abrogation du droit à la neutralité "qui n'est pas avec nous est avec les terroristes" alors qu'il avait été respecté dans toutes les guerres.
- b) La légitimation de l'attaque préventive, pour répondre à des menaces réelles, supposées ou simplement inventées.
- c) L'acceptation de l'utilisation de toutes les armes, tous les moyens à la disposition des Etats-Unis et leurs alliés. La légalisation de l'assassinat et de la torture, hors du territoire des Etats-Unis.

Cesar Benjamin estime que la réponse proposée par le gouvernement américain ne s'ajuste pas aux buts apparemment recherchés et suggère que ses objectifs sont d'une autre nature, à la fois économiques et géostratégiques. Il s'agit, selon lui, pour les Etats-Unis de se repositionner face à l'Asie qui recèle les inconnues majeures des prochaines décennies. La stratégie consistant pour les Etats-Unis à entretenir des conflits de basse intensité dans lesquels ses compétiteurs gaspillent localement leurs forces militaires, laissent le champ libre aux

Etats-Unis pour préserver la redistribution planétaire de ses forces aéronavales qui lui assure la suprématie militaire mondiale.

Certains observateurs latino-américains voient d'autres finalités à cette guerre - qui a la particularité et l'avantage, de ne pas être une guerre entre Etats et de n'avoir pas de terme. Elle promet d'être une guerre permanente contre un adversaire, le terrorisme, susceptible d'être constamment redéfini par [le gouvernement des Etats-Unis qui s'arroge le droit de qualifier une organisation de terroriste](#). La liste qu'il a déjà élaborée comporte en effet un grand nombre d'organisations qui sont totalement étrangères au monde musulman, c'est ainsi que les mouvements guerrilleros colombiens, [FARC](#) et [ELN](#) ont été inclus dans la liste des organisations terroristes. Ceci place le gouvernement colombien dans une étrange posture vu qu'il a accordé aux FARC une zone démilitarisée et qu'il entretient un dialogue permanent avec les dirigeants guerrilleros, qui sont traitées comme opposition politique armée et non pas selon l'usage des années soixante obéissant à la doctrine de la Sécurité Nationale, les mouvements politiques armés s'appelaient terroristes communistes.

Les Latinoaméricains s'interrogent sur la polysémie du mot terrorisme à partir de l'expérience qu'ils ont du terrorisme d'Etat pratiquée sous la forme directe par les diverses dictatures soutenues par les Etats-Unis durant ce siècle ou par les divers escadrons de la mort également entraînés par leurs services spéciaux. Le journaliste brésilien José Arbex écrit le 8 octobre pour [l'Agence ALAI](#) : le terrorisme est devenu au 20ème siècle une modalité de domination politique. L'arsenal de la terreur s'est développé et s'est démocratisé de manière que, aux côtés de la terreur d'Etat, a pu se développer la terreur sectaire. Jose Arbex voit dans les effets dévastateurs du néolibéralisme un climat propice à l'adhésion aux sectes . Jose Arbex rappelle aussi que l'attitude du gouvernement nord-américain, son refus d'adhérer aux conventions internationales qui impliquent une solidarité avec l'ensemble des autres nations, lui a valu d'être [exclu récemment de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU](#).

Voici donc que suite aux attentats de New York Washington, les Etats Unis, critiqués pour leur cynisme au point d'être jugés indignes d'appartenir à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, redeviennent les champions du Droit et plus encore les dépositaires du Bien sur la terre. Luis Fernando Novoa, politologue brésilien écrit dans un texte rapporté par OTRAS PALABRAS "bien aimé ennemi qui permet de contrôler brutalement toutes les zones instables de la planète, ennemi extraterritorial, invisible, apocalyptique qui instaure la nécessité d'un système de contrôle panoptique.

Le sociologue Emir Sader souligne dès le 17 septembre, que la politique du gouvernement Bush conduisait les Etats Unis à un isolement international alors que les mouvements de résistance au néolibéralisme bénéficiaient d'une large adhésion, et que brusquement les événements du 11 septembre les ont fait passer du statut de bourreau à celui de victime. Mais, souligne Emir Sader, ce n'est pas une action terroriste qui change l'histoire les Etats-Unis restent l'unique super puissance hégémonique ; il n'y a aucune force capable de la mettre véritablement en danger.

La politologue mexicaine Ana Ceceña, dans un texte publié par la revue Amlatina relève que le gouvernement des Etats-Unis a rapidement tiré parti des événements du 11 septembre pour engager un repositionnement territorial et renforcer son hégémonie. *"on a l'impression que le lieu de l'offensive militaire était déjà défini avant même l'identification des coupables"*. Ana Ceceña indique que ce positionnement militaire en Asie fait pendant à leur repositionnement militaire en Amérique Latine à travers la réactivation du TIAR, traité interaméricain d'assistance réciproque signé à Rio de Janeiro en 1947 d'une part et d'autre part la mise en oeuvre du Plan Colombia et du Plan Puebla-Panama, qui avec le futur traité de libre échange des Amériques ALCA, parachève le contrôle politico-économique de l'Amérique Latine par les Etats-Unis. Ana Ceceña écrit *"pour imposer ses normes en leur donnant un caractère universel, il n'y a rien de mieux qu'une campagne mondiale contre le terrorisme, puisque en vertu du dogme " celui qui n'est pas avec nous est du côté des terroristes " tout le monde sera contraint de s'aligner sur les Etats Unis"*.

L'analyse de l'instrumentalisation du terrorisme est approfondie par Carlos Fazio dans [La Jornada](#). La définition du terrorisme "*usage calculé de la violence ou la menace de violence pour des buts politiques religieux ou idéologiques, au moyen de l'intimidation, la coercition et la peur*" ne permet pas de rendre compte de la fonction du sujet qui la met en oeuvre et de sa place dans les rapports de force socio-politiques. Il rappelle l'analyse de Michael Stohl "*dans l'exercice du pouvoir d'une grande puissance, la menace de faire usage de la force est définie comme diplomatie coercitive et non pas comme terrorisme*". Comme le rappelle Chomsky, le régime nazi condamnait le terrorisme (et les résistants au nazisme s'appelaient terroristes), mais se donnait le droit de pratiquer la terreur d'Etat. Aujourd'hui également l'emploi du terme terroriste est réservé aux actes de violence individuels ou de groupes marginaux qui s'opposent à l'ordre établi. La violence officielle ou la terreur d'Etat s'abrite derrière le principe selon lequel l'Etat est le détenteur légitime de la force.

Carlos Fazio ajoute "*terreur et terrorisme sont les symboles les plus utilisés dans la manipulation de l'opinion publique*". Le terrorisme d'Etat, pratiqué directement en exécution du [Plan Condor dans le Cône Sud](#) ou indirectement à travers les escadrons de la mort en Amérique centrale était censés être une réponse au terrorisme et une légitime défense. En somme il faisait partie d'une guerre juste. Comme le montrent Toni Negri et Michael Hart, le concept de **GUERRE JUSTE** retrouve une nouvelle vie car il est nécessaire au maintien d'un **EMPIRE**.

[Le Grain de Sable](#), Octobre 2001.